

DIALOGUE SUR LE PARTENARIAT PUBLIC/PRIVE

-

DIALOGUE REUNISSANT DES CHEFS D'ENTREPRISE, DES GOUVERNEMENTS, DES ONG ET DES RESPONSABLES DES NATIONS UNIES POUR EXAMINER LES MODALITES D'UNE MEILLEURE COOPERATION EN FAVEUR DES ENFANTS

[Ce document, ainsi que d'autres informations concernant la Session extraordinaire consacrée aux enfants, est disponible sur le site officiel:

<http://www.unicef.org/specialsession/french/>]

Organisé par les principaux partenaires du Mouvement mondial en faveur des enfants, le Dialogue sur le partenariat public/privé a été l'un des moments marquants de la Session extraordinaire. Il a en effet permis de réunir des chefs d'État, des hauts fonctionnaires de l'ONU et des dirigeants d'entreprises, de fondations, des médias et de la société civile pour évaluer les modalités actuelles de leur collaboration et les améliorer pour bâtir un monde digne des enfants. Cette réunion a été animée par le présentateur de télévision Riz Khan.

Rappelant que le secteur privé est un partenaire indispensable, le Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan a indiqué qu'un grand nombre de sociétés participant au Dialogue étaient aussi parties à la Convention mondiale, un accord passé entre des entreprises, des organisations de l'ONU et des ONG pour encourager les partenariats et un marché mondial plus équitable et plus ouvert. Il a exhorté les organisations de la société civile à utiliser leur influence pour demander la réduction de la dette, une augmentation de l'aide au développement et des « marchés véritablement ouverts » de sorte que les pays en développement puissent « profiter de la libre concurrence et échapper à la pauvreté grâce au commerce ».

La Directrice générale de l'UNICEF Carol Bellamy a précisé que le dialogue public/privé était, dans le contexte de la Session extraordinaire, un grand pas en avant. Elle a cité les résultats positifs obtenus grâce à ce type de collaboration depuis le Sommet mondial pour les enfants de 1990, tels que le recul important des troubles dus à la carence en iode et l'éradication presque complète de la poliomyélite. L'efficacité de ces partenariats a convaincu beaucoup d'organisations de la société civile et d'autres qui considéraient auparavant les sociétés commerciales comme un obstacle au progrès social.

Les participants ont convenu que tous les intéressés doivent avoir quelque chose à gagner. La promotion d'une marque, et pas seulement la philanthropie, est un élément essentiel de ce type de partenariats.

« L'argent ne suffira pas pour atteindre les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés », a fait valoir Bill Gates, cofondateur de la Fondation Bill et Melinda Gates et Président de Microsoft, le géant mondial des logiciels. « Nous devons tirer parti de nos avantages mutuels et de notre expertise. Les entreprises et les organisations locales doivent être invitées à participer et à mettre leur savoir-faire à contribution », a-t-il ajouté.

M. Gates a cité deux programmes couronnés de succès qui illustrent déjà l'efficacité d'une telle collaboration – la GAVI et la GAIN.

La GAVI – l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination – est un réseau mi-public mi-privé créé par l'UNICEF, l'OMS, la Banque mondiale et d'autres pour augmenter la quantité de vaccins à la disposition des enfants et en développer de nouveaux pour lutter contre les maladies communes des pays en développement. Créée durant la Session extraordinaire, l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN) est destinée à éliminer les carences en vitamines et en minéraux qui menacent la vie et la santé de millions d'enfants. M. Gates a déclaré que cette initiative serait lancée dans les plus brefs délais et serait dotée des ressources et du personnel nécessaire pour commencer à financer la fortification des aliments dans les pays en développement. Il a ajouté que les partenariats forgés entre des sociétés commerciales et des organisations à but non lucratif avaient aussi été essentiels pour lutter contre l'épidémie mondiale de VIH/SIDA.

Les participants ont admis qu'il était nécessaire de promouvoir une nouvelle culture de responsabilité sociale et de don dans les entreprises, grandes et petites. La participation des salariés à des initiatives en faveur des enfants peut stimuler et inspirer toute une société.

Les dirigeants de la société civile ont fait valoir que l'efficacité des partenariats s'accroissait au fil du temps. Il faut du temps pour comprendre et respecter le point de vue et les idées des autres. Une relation solide se bâtit peu à peu, et les échanges de personnel entre le secteur privé et les organismes de développement, comme CISCO et CARE, sont un bon moyen de favoriser la compréhension et la collaboration.

« Les interventions limitées ne servent à rien », a déclaré le Président ougandais Museveni, précisant : « Si l'on ne crée pas de programmes de développement durable », elles ne feront aucune réelle différence. Puis il a ajouté : « Nous ne pouvons pas investir seulement à l'un des stades du développement des enfants. Il faut avoir une vision d'ensemble et comprendre que chaque étape est liée à la suivante, et ce depuis la naissance ».

Les partenariats public/privé requièrent des approches diverses et intégrées. Ils doivent disposer des fonds, de la technologie et des conditions de sécurité nécessaires pour mener des campagnes durables. Ils sont obligés de compter sur la volonté politique des gouvernements. Et ils doivent avoir accès aux marchés des pays industrialisés. Plusieurs responsables de gouvernement ont fait

valoir que le secteur privé pourrait aider à convaincre les pays riches d'ouvrir leurs frontières aux produits des pays en développement.

Les chefs d'entreprise ont aussi mis en garde contre les attentes irréalistes suscitées par la contribution du secteur privé. Le rôle le plus important des entreprises est de créer des emplois, et il y a un risque que les partenariats public/privé deviennent une solution « mirage » à **tous** les problèmes, plutôt que ce à quoi ils étaient destinés au départ.

Tandis que les participants saluaient la création de ce nouveau partenariat, Michael Aaronson, Directeur général de Save the Children Fund (Royaume-Uni) a ajouté : « Nous devons faire participer les jeunes et les mettre au centre de tous nos efforts ».

◆ **ENGAGEMENTS DES REPRESENTANTS DES CINQ SECTEURS PARTICIPANT AU DIALOGUE SUR LE PARTENARIAT PUBLIC/PRIVE**

Dans une déclaration publique, les cinq secteurs participant au dialogue se sont engagés à prendre les mesures suivantes en faveur des enfants :

Les gouvernements : adopteront des législations nationales qui tiennent compte des droits des enfants ; veilleront à ce que leurs budgets de développement et l'aide publique au développement soient alloués dans des montants adéquats et utilisés à bon escient dans l'intérêt des enfants ; donneront la priorité aux politiques et aux programmes visant à réduire la pauvreté et à promouvoir le développement des enfants, notamment dans le domaine de l'éducation de base et de la santé.

Le secteur privé : tiendra compte de l'impact social et environnemental de ses activités sur les enfants ; s'efforcera d'aborder et d'éliminer le problème de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales ; défendra activement la cause et les droits des enfants ; mettra sur pied des associations utiles et novatrices en faveur du développement de l'enfant, telles que les fondations établies par des sociétés ou des chefs d'entreprises ; s'efforcera de promouvoir un marché équitable qui soutienne des communautés viables.

Les organisations non gouvernementales : continueront leurs campagnes de sensibilisation aux droits de l'enfant en toute occasion et à travers tous leurs réseaux ; collaboreront avec tous ceux qui se sont engagés à défendre les droits et le bien-être des enfants ; resteront vigilantes dans leur surveillance des abus commis à l'encontre des enfants et travailleront avec tous les secteurs de la société pour trouver des solutions permettant de faire cesser ces pratiques.

Les Nations Unies : continueront à promouvoir et à défendre les conventions internationales, notamment la Convention relative aux droits de l'enfant ; à respecter les engagements souscrits par les dirigeants mondiaux lors des grandes conférences et des grands sommets de l'ONU – notamment les Objectifs de développement pour le Millénaire et d'Un monde digne des enfants ; à promouvoir la création de partenariats avec des entités commerciales et à but non lucratif pour atteindre ces cibles et ces objectifs. Le Système des Nations Unies, y compris la Banque mondiale et le FMI, doit s'assurer que les enfants sont au cœur des politiques de développement.

Les médias mondiaux : utiliseront leur pouvoir pour attirer l'attention sur la situation des enfants dans le monde et souligner l'impact que des politiques et des initiatives adéquates peuvent avoir sur leur vie ; continueront de jouer un rôle majeur au sein du Mouvement mondial en faveur des enfants en donnant aux jeunes les moyens de plaider leur propre cause et en respectant leur droit de participer aux débats qui les concernent.

Les participants au dialogue ont pris les engagements collectifs suivants :

- Intensifier leurs efforts, dans le cadre de leurs activités, de leurs politiques et de leurs opérations commerciales, pour sensibiliser l'opinion aux problèmes des jeunes afin d'améliorer leur bien-être et de promouvoir leurs droits, et utiliser leurs bureaux pour inviter leurs partenaires à faire de même.
- Poursuivre ce Dialogue l'année prochaine pour lancer des initiatives concrètes mettant à contribution les ressources de tous les protagonistes – ONG, gouvernements, secteur privé et médias, – pour améliorer la situation des enfants dans le monde.

Participants au Dialogue sur le partenariat public/privé

Responsables de l'ONU : Kofi Annan, Secrétaire général ; Louise Frechette, Secrétaire général adjointe ; Carol Bellamy, Directrice générale de l'UNICEF.

Chefs d'entreprises : Bill Gates, Fondation Bill et Melinda Gates ; Rolf Dorig, Président, Groupe du Crédit Suisse, Suisse ; Eduardo Gonzalez, Président, Bancafe ; Steve Hilton, Fondation Conrad Hilton ; John Moridge, Président, Cisco Systems ; John Pepper, Président, Procter and Gamble ; Azim Premji, Président Directeur Général, WIPRO ; Tim Wirth, Président, Fondation des Nations Unies ; Riz Khan, Riz Khan Productions ; Mark Byford, Directeur, BBC World Services.

Chefs d'État : Présidente Halonen, Finlande ; Président Fox, Mexique ; Président Toledo, Pérou ; Président Museveni, Uganda.

Dirigeants d'ONG : Dean Hirsch, Président, World Vision International ; Michael Aaronson, Save the Children Alliance ; Peter Bell, CARE ; John Greensmith, Plan International ; Charles Lyons, US Fund for UNICEF ; David Morrison, NetAid ; David Toyen, World Vision, Canada.